agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

ASIE/INDE - Plus de 4.000 cas de violences antichrétiennes selon le Rapport sur les persécutions présenté au Président de la Conférence épiscopale

Mumbai (Agence Fides) – Plus de 4.000 cas de violences antichrétiennes ont été enregistrés en 2013, souvent perpétrés par des groupes extrémistes hindous, actifs dans le pays. Les épisodes comprennent le meurtre de 7 fidèles dont un mineur, des abus et des coups ayant intéressé 1.000 femmes, 500 enfants et environ 400 prêtres et pasteurs de différentes confessions, des attaques contre plus de 100 églises et lieux de culte chrétien. Tels sont les chiffres contenus dans le nouveau Rapport sur les persécutions 2013 élaboré par un forum d'organismes et organisations chrétiennes de la société civile indienne et envoyé à l'Agence Fides.
Le Rapport a été présenté ces jours derniers à S.Em. le Cardinal Oswald Gracias, Archevêque de Bombay et Président de la Conférence épiscopale de l'Inde. Ainsi que cela a été indiqué à Fides, le document a été rédigé grâce à la collaboration entre les associations Catholic Secular Forum (CSF), All India Christian Council, Evangelical Fellowship of India, Global Council of Indian Christians et World Watch Monitor. Le Rapport a été remis aux Evêques par deux laïcs catholiques, Joseph Dias et Michael Saldanha, respectivement Secrétaire et Président du CSF, M. Michael Saldanha étant également magistrat.
De ces 4.000 « incidents » recensés de manière détaillée dans le texte envoyé à Fides, plus de 200 constituent de graves cas de persécution, intervenus surtout dans certains Etats, en particulier le Karnataka – où, malgré l'alternance politique, la persécution chrétienne est la plus répandue – et le Maharastra – qui « semble constituer le prochain laboratoire de l'extrémisme hindou » note le texte. Par ailleurs, l'Andra Pradesh, le Chhattisgarh, le Gujarat, l'Orissa, le Madhya Pradesh, le Tamil Nadu et le Kerala font partie des dix premiers Etats indiens concernés par les violences antichrétiennes.
Le Rapport examine également les failles intéressant le système juridique indien, failles qui permettent la diffusion des violences et l'impunité des coupables. Les lois mises en cause sont l'Ordre présidentiel de 1950 niant aux dalits chrétiens et appartenant à d'autres minorités les droits reconnus aux dalits hindous et les lois anti-conversion en vigueur dans sept Etats indiens (Orissa, Arunachal Pradesh, Madhya Pradesh (où les peines ont été durcies), Rajasthan, Gujarat, Chhattisgarh, Himachal Pradesh).
Le Rapport relève en outre qu'un projet de loi global visant à bloquer la violence, présenté l'an dernier au Parlement, y demeure bloqué et n'a encore été ni examiné ni discuté. Dans la majeure partie des cas examinés, « la police refuse de recevoir les plaintes » et les moyens de communication de masse indiens omettent de mentionner les nouvelles ou s'efforcent de les minimiser, conclut le texte. (PA) (Agence Fides 23/01/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it